



## SEANCE DU BUREAU DU 11 FÉVRIER 2021 DECISION N° 2021-013- DB

<b>Date d'affichage :</b> <b>18 février 2021</b>	Le onze février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le deux février deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52	
En exercice : 52	
Quorum : 27	
Présents: 41	<b>Membres présents en séance :</b>
Excusé(s) : 6	<b>Présents : (41)</b>
dont pouvoir(s) : 1	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Loïc BIDAULT, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 5	
Nombre de votants : 42	
Secrétaire de séance :	
M. Guy BERTIN.	<b>Excusé(s) : (6)</b> Marc BONNIN, Eric MOUSSERION, Isabelle GRANDHOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Alain BOURDIN, Benoît LEDOUX <b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)</b> Benoît LEDOUX à Jackie GOULET <b>Absent(s) : (5)</b> Michel PATTEE, Jean-Philippe RETIF, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY

### CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR DES RÉSEAUX D'ACCOMPAGNEMENT À LA CRÉATION RE-PRISE D'ENTREPRISE ENTRE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE - ANNÉE 2021

Pour mettre en œuvre sa politique de soutien à la création et reprise d'entreprise, la Région a choisi de s'appuyer principalement sur les réseaux d'accompagnement et de financement intervenant sur le sujet et répartis sur l'ensemble du territoire.

La loi NOTRe du 7 août 2015, qui clarifie les compétences des collectivités territoriales en matière d'interventions économiques, renforce le rôle de la Région, dorénavant seule habilitée à attribuer certaines aides et dotée de la responsabilité exclusive de la définition sur son territoire, des orientations en matière de développement économique.

Ainsi les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, peuvent intervenir en complément de la Région, et dans le cadre d'une convention de partenariat, au financement des aides aux organismes qui participent à la création ou à la reprise d'entreprises.

Dans la mesure où la création/reprise d'entreprise constitue un enjeu majeur pour le développement de son territoire, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire souhaite soutenir les organismes dont l'objet vise au développement économique et au développement de l'emploi. Ce soutien vise à :

- favoriser l'accès à l'accompagnement d'une majorité de porteurs de projets de création-reprise d'entreprises ;
- favoriser l'émergence de projets à forte valeur ajoutée économique, sociale et environnementale ;
- soutenir le développement des jeunes entreprises créées ou reprises.

Le programme économique de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est en complémentarité avec les politiques régionales du SRDEII.

Aussi, la présente convention a pour objet de déterminer l'articulation du soutien de la Communauté d'Agglomération en phase avec les interventions de la Région des Pays de la Loire au profit des structures relevant du champ d'application de l'article L1511-7 du CGCT et sur lesquelles la Région s'appuie également pour mettre en place sa politique dédiée.

En complément du soutien régional privilégiant le financement de certains réseaux régionaux et des prêts d'honneur, il apparaît nécessaire de soutenir également d'autres acteurs ou d'autres phases de la création et reprise d'entreprise. Dans cet objectif, la Communauté d'Agglomération souhaite poursuivre son soutien local en faveur d'acteurs intervenant sur le sujet de l'accompagnement à la création d'entreprise, afin de favoriser le développement des entreprises sur son territoire.

De fait, pour 2021, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est autorisée à financer les organismes suivants, avec lesquels elle devra conventionner pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement :

Nom de la structure	Nature de laide	Montant prévisionnel de l'aide pour 2021
BGE Anjou-Maine	Subvention	5 000 €
Fondes Pays de la Loire	Subvention	4 000 €
CCI 49 – Dispositif MCTE de Saumur	Subvention	10 000 €
Initiative Anjou – Réseau Départemental	Subvention	15 000 €
Initiative Anjou – Abondement au fonds de prêts	Subvention	25 000 €

Il est proposé aux membres du Bureau Communautaire de délibérer.

**Aussi,**

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n° 2020-124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président et au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n° 2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

**Vu** la délibération à venir de la Commission Permanente de la Région des Pays de la Loire, approuvant pour l'année 2021 la convention à intervenir entre la Région des Pays de la Loire et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,

**Vu** les montants des subventions attribuées par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire lors du vote de son BP 2021 le 17 décembre 2020,

Vu les dispositions de la convention ci-annexée fixant les engagements de chacune des parties,  
049-200071876-20210217-2021-013-DB-A-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2021  
Date de réception en sous-préfecture : 17/02/2021  
Considérant l'exposé ci-dessus,

**Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :**

**- D'APPROUVER** la convention en faveur des réseaux d'accompagnement à la création-reprise d'entreprise à intervenir entre la Région des Pays de la Loire et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et, au titre de l'année 2021 :

Nom de la structure	Nature de laide	Montant prévisionnel de l'aide pour 2021
BGE Anjou-Maine	Subvention	5 000 €
Fondes Pays de la Loire	Subvention	4 000 €
CCI 49 – Dispositif MCTE de Saumur	Subvention	10 000 €
Initiative Anjou – Réseau Départemental	Subvention	15 000 €
Initiative Anjou – Abondement au fonds de prêts	Subvention	25 000 €

**- D'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 42 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Date de réception en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2021

Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 – Finances Locales	7.5.1 – Subventions accordées aux collectivités et établissements publics
-------------------	----------------------	---------------------------------------------------------------------------

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*